

Burundi : Mbonimpa attaque le projet de nouvelle Constitution

Deutsche Welle, 14.05.2018 L'activiste Pierre-Claver Mbonimpa rejette le référendum au Burundi qu'il considère comme une action du pouvoir destinée à tourner le dos aux accords d'Arusha. Il s'oppose pourtant à toute prise de pouvoir par la force.

Le référendum du 17 mai au Burundi arrive dans un contexte pour le moins tendu, et ce pour plusieurs raisons. D'une part, il survient après trois ans de crise politico-sécuritaire née de la candidature du président Pierre Nkurunziza à la présidentielle en 2015. D'autre part, le 13 mai, cela faisait trois ans que le Général Godefroid Niyombare annonçait la fin du régime Nkurunziza dans ce qui va rapidement s'avérer une tentative de putsch manquée. Climat oppressif Alors que les partisans du "Non" au référendum constitutionnel se disent muselés et inquiétés par la police et les Imbonerakure jeunes du parti au pouvoir (CNDD-FDD), l'opposition en exil affirme que la réforme constitutionnelle vise à assurer une présidence à vie à Pierre Nkurunziza. Cette nouvelle constitution risquerait aussi de retarder le retour des milliers de réfugiés burundais. C'est du moins la crainte exprimée par le défenseur des droits humains, Pierre-Claver Mbonimpa. Sauver les accords d'Arusha Dans l'interview qu'il a accordée à la DW, Pierre-Claver Nbonimpa rejette le référendum constitutionnel, justifiant qu'il est organisé par "un pouvoir illégal". Même si Pierre Nkurunziza change la constitution, "ça ne sera pas la constitution du Burundi, ça sera sa propre constitution et nous les Burundais, nous allons garder l'ancienne constitution issue des accords d'Arusha", s'insurge l'activiste victime d'une tentative d'assassinat en 2015 au Burundi. Ecouter l'interview avec Pierre-Claver Nbonimpa sur DW

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});